

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

VENDREDI 31
OCTOBRE
SAMEDI 1^{er}
NOVEMBRE

1975

N° 25

1,50 F

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

editorial LIBAN la partition servirait le sionisme

Bien des questions se posent aujourd'hui à propos du Liban, où le dernier cessez-le-feu n'a encore pas été appliqué hier, et où la vie devient de plus en plus difficile pour la population de Beyrouth.

«C'est une guerre entre chrétiens et musulmans». Mais musulmans et chrétiens manifestent ensemble contre la poursuite des combats. Mais les prêtres des différentes religions appellent ensemble au cessez-le-feu. Mais des chrétiens, nombreux, luttent aux côtés des «musulmans» contre les Phalanges («chrétiennes»).

«C'est la faute des Palestiniens qui sèment le désordre». Mais, l'Organisation de Libération de la Palestine ne cesse de déployer des efforts pour ramener le calme. La Résistance Palestinienne ne fait pas le coup de feu : sa puissance et son niveau militaires auraient depuis longtemps fait la décision. Le combat du peuple palestinien n'est pas d'intervenir dans les problèmes intérieurs du Liban : c'est la libération de la Palestine.

Alors ? Pourquoi la guerre ?

Il y a au Liban de très nombreuses religions. Le pays a hérité de la période coloniale



manifestation de masse pour l'arrêt des combats

une constitution «confessionnelle» : à l'époque, il s'agissait, sous prétexte d'égalité, de consacrer la domination d'une bourgeoisie chrétienne, liée à l'«occident», et l'oppression des masses populaires, en majorité musulmanes.

Mais la question n'est même pas fondamentalement celle-là. A quoi servirait une séparation en deux, une «partition» du Liban, comme le veulent les Phalanges, comme elles tentent de l'imposer de fait par le développement des combats.

Elle ferait la «preuve» artificielle que la coexistence entre religions est impossible, et viendrait renforcer ainsi la thèse sioniste, raciste dans son fond, de l'Etat religieux. Et surtout, elle laisserait un petit Etat «musulman» au Sud, coincé entre

l'Etat phalangiste du nord et «Israël». La Résistance Palestinienne et les masses arabes s'y trouveraient exposées aux coups de l'armée sioniste.

La complicité avec le sionisme est évidente : l'armement américain des Phalanges (dont une partie transite par «Israël») n'a rien pour étonner dans ces conditions. Ainsi vient se mettre en place une nouvelle pièce de la tentative pour faire régner au Moyen-Orient la «pax americana», après l'accord égypto-sioniste.

L'aspiration claire et juste des masses arabes, qui s'exprime de plus en plus dans la rue, est donc à l'unité. Unité du peuple libanais : unité des masses libanaises et de la Résistance.

Jean LERMET

marche d'hendaye : non à l'inter- diction

Le gouvernement vient d'interdire la marche sur l'Espagne. Ainsi, au moment même où Franco est mourant, au moment où sa mort aiguise la grave crise du régime fasciste, le pouvoir vient, une fois de plus à son secours.

Car, il ne faut pas s'y tromper, la cause de cette décision est politique : le prétexte pris qu'aucune organisation n'a pris officiellement la décision de la marche, cache mal le sens de la mesure. Voilà de longues années que notre gouvernement est au mieux avec celui de Madrid. Les grandes entreprises françaises se livrent avec les capitalistes allemands et américains à la course aux investissements de l'autre côté des Pyrénées. Les militants révolutionnaires d'Espagne, et particulièrement les Basques, sont l'objet de poursuites et de condamnations sur notre sol, tandis que les commandos de la police

franquiste (sous le déguisement de «guerrilleros Christ Roi») traversent impunément la frontière.

Il ne convenait pas à Monsieur Giscard d'Estaing, le libéral, et à son flic Ponia-towski, qu'une grande mobilisation anti-fasciste parvienne à faire entendre directement aux peuples d'Espagne, de l'autre côté de la frontière, l'indignation qu'a suscitée l'assassinat de cinq de leurs meilleurs fils, la résolution de lutter à leurs côtés jusqu'au bout, jusqu'à la destruction de l'immonde régime de Madrid.

Le choix de notre bourgeoisie est clair : ce qu'elle veut, c'est qu'après les cinq, de nouveaux militants soient légalement assassinés, dans le froid du matin, dans une Espagne restée fasciste.

C'est ce que notre peuple ne tolérera pas.

une victoire significative

ORLANE
Orleans

Suite page 5

Hier à midi, les 80 grévistes ont repris le travail en rentrant tous unis et en cortège dans l'usine, le protocole d'accord paraphé par le directeur, dans la matinée, montre l'étendue des avantages acquis par la lutte : 70 F uniforme pour tout le personnel au 1^{er} octobre, treizième mois intégral, prime d'ancienneté calculée sur le salaire réel, journées payées pour la mère en cas de maladie de l'enfant, cinquième semaine de congés payés, amélioration de certains postes et parties de l'usine, et, en cas de maladie, paiement du salaire intégral.

Cette victoire est le résultat de treize jours et dix nuits de piquet de grève. La détermination, le courage et l'unité des travailleurs et des travailleuses (en majorité) n'ont jamais faibli. Aussi bien devant les provocations répétées de la majtrise, qu'au moment de l'intervention violente de la police urbaine. Le rôle du Comité de grève a été décisif pour unir les ouvriers syndiqués (CFDT et FO) et les non syndiqués. C'est également sous la direction totale de ce Comité de grève que se sont placés tous ceux qui voulaient soutenir et aider les piquets.

ESPAGNE le pantin sur le trône ?

voir p. 8

la vie du journal

— POUR UNE PARUTION
6 JOURS SUR 7 D'ICI 15 JOURS
— POUR UN 12 PAGES
QUOTIDIEN

RASSEMBLONS LES 15 MILLIONS TOUT DE SUITE

Une parution plus fréquente, le passage aux douze pages, c'est par là que passe aujourd'hui l'amélioration du Quotidien du Peuple. Vos lettres fourmillent d'idées, de suggestions, de propositions qui suffisent déjà à en montrer la nécessité. Ainsi F.D. de Douai nous écrit :

«J'ai discuté autour de moi du journal. En général, on le trouve trop mince et pas assez quotidien. C'est aussi mon avis. Il faut davantage d'actualités. (...)

Si vous arrivez à sortir sur douze pages, ce sera un réel progrès.

Il faut donner la priorité aux luttes ouvrières, mais il faudrait aussi que le douze pages compte des pages régulières sur les fronts comme ceux des femmes, de l'art, du cinéma, de l'histoire du mouvement ouvrier, des informations médicales et juridiques, du sport... Il y a un débroussaillage idéologique à accomplir qui peut être très important.»

A votre tour, écrivez-nous pour nous dire ce que vous attendez d'un douze pages quotidien, six jours sur sept. Mobilisons-nous pour rassembler les 15 millions !

JE SOUSCRIS

10 F 50 F 100 F F

Nom
Profession
Adresse

envoyez au Quotidien du Peuple
BP 225 75924 - Paris Cedex 19
CCP 23 132 48 F Paris

POUR FAIRE CONNAITRE LARGEMENT
LE QUOTIDIEN DU PEUPLE

IL EXISTE

- DES AFFICHES
- DES BANDEAUX
- DES AUTO-COLLANTS
- DES AFFICHETTES POUR LES KIOSQUES.

COMMANDEZ CE MATERIEL. IL EST A VOTRE DISPOSITION !

QUE CHAQUE LECTEUR DEVIENNE UN PROPAGANDISTE DU QUOTIDIEN DU PEUPLE !



DANS NOTRE COURRIER

A L'HOPITAL DE BESANÇON
Un cercle de lecteurs du Quotidien du Peuple.

La semaine dernière sur l'hôpital de Besançon nous avons réuni un cercle de lecteurs réguliers du Quotidien du Peuple : réunion très animée où tout le monde a pu exposer son point de vue sur le journal, exprimer ses critiques, faire des suggestions...

Cette discussion a été très appréciée par les participants qui ont trouvé que le Quotidien s'était beaucoup amélioré depuis le premier numéro, au point de vue de la présentation, mais aussi du point de vue du contenu des articles. Le courrier des lecteurs surtout, est très apprécié pour la place qu'il fait aux idées des gens.

Mais si le Quotidien développe des idées intéressantes, il ne les approfondit pas assez : des articles qui paraissent au courrier des lecteurs mériteraient d'être développés sur une page. (...)

Les articles de politique étrangère sont peu lus dans l'ensemble, parce que trop difficiles à comprendre. Ils supposent connus un certain nombre d'éléments qui ne le sont pas forcément. Par exemple, tel article sur le Cambodge aurait été intéressant s'il avait été précédé d'un rappel de la situation actuelle. De plus, dans ces articles on se heurte à un problème de vocabulaire (qu'est-ce que le CICAP au Portugal ?)

Très bien les articles sur la vie quotidienne des gens, mais il en faudrait plus. A ce sujet, il a été proposé de faire régulièrement une feuille sur la vie de l'hôpital de Besançon. (...)

Le débat a porté sur cette idée que la politique, pour les communistes, c'est l'affaire des masses, qu'il faut édifier ensemble un Parti de type nouveau qui s'appuie sur les aspirations des travailleurs.

DE VILLEFRANCHE-SUR-SAÔNE

(...) Dimanche matin, le jour où une collecte avait lieu en faveur des vieux devant le super-marché du quartier de Belligny, une vieille dame est entrée dans le magasin, elle a pris un pain et elle est repartie fièrement sans payer. C'était sa façon d'exprimer son refus de cette journée de «charité».

DE LONGWY : UNE MERE DE FAMILLE

(...) J'ai trouvé que l'article sur «Giscard et la crise de la famille» était très bien fait, parce qu'il parlait d'émissions de télévision que les femmes regardent beaucoup. Je pense qu'il est très important de montrer aux couples qui ont des problèmes entre eux que la racine de leurs maux n'est pas le «mauvais caractère» du conjoint, mais le rythme de vie que la société capitaliste nous impose.



DEVENEZ CORRESPONDANT
DU JOURNAL.
Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos propositions d'articles au :
QUOTIDIEN DU PEUPLE
en téléphonant au :
208 65 61 PARIS
de 8h30 à 13h.

D'ISLE-SUR-SORGUE

Je vous écris à propos de l'article sur la destruction des fruits dans le midi, et de la lettre des ouvrières de la Sescosem : (...) Qui finance le retrait ? (cf NDLR) C'est le FORMA (Fonds d'Orientalisation et de Régularisation des Marchés Agricoles). Ce fonds est en partie financé par les agriculteurs qui doivent payer, chaque année, une certaine cotisation par hectare pour avoir droit au retrait lorsque le marché est engorgé : 130 F par hectare. S'il ne paye pas régulièrement et s'il veut avoir droit au retrait, il doit payer 400 F par hectare (...) Pour avoir droit au retrait, il faut faire partie d'un groupement. L'exploitant qui ne fait pas partie d'un groupement doit passer par le marché où il vendra ses pommes, à un prix inférieur, au retrait à un «cache-teur» qui mènera les pommes au retrait et empêchera la différence. (...)

Certains gros propriétaires prévoient leur budget et leurs investissements en fonction du prix probable du retrait. Grâce à la mécanisation et à la superficie de leur exploitation, ils empêchent un profit assez considérable. Les gros tirent un profit du retrait...

* N.D.L.R. : les fruits «mis au retrait» sont les fruits détruits et payés aux paysans autour de 0,30 F le kilo.

LEQUOTIDIEN
DUPEUPLE
NEPARAITPAS
CESAMEDI
ETLEDIMANCHE

UN DE NOS LECTEURS, jardinier, NOUS ÉCRIT

Je crois qu'il faut souligner le racket pratiqué par certains fleuristes, à l'occasion de la Toussaint. Il y a trois types de décorations florales qui pour le 1^{er} novembre constituent pour eux, une mine d'or. Pour vendre plus, certains commerçants racontent que les bruyères et les chrysanthèmes dureront longtemps, ce qui est faux et, d'autre part, les bruyères n'étant pas à terme, elles sont peintes à l'atomiseur ! Le 1^{er} novembre, pour les fleuristes, c'est un gros jour de vente, et ils en profitent : les prix pratiqués, ce jour-là, sont souvent doublés par rapport à la normale !

Le Quotidien du Peuple (publication du PCR (ml))
Adresse postale
BP 225 75 924
Paris cedex 19

CCP n° 23 132 48 F Paris

Directeur de publication : Y. CHEVET
imprimé par L.M.F.
Diffusé par les NMPP

JE M'ABONNE

250 F 1 AN 80 F 3 MOIS
150 F 6 MOIS 30 F 1 MOIS

Nom
Profession
Adresse

envoyez au Quotidien du Peuple.
BP 225 75924 - Paris Cedex 19
CCP 23 132 48 F Paris

face aux solutions bourgeoises à la crise, LES REPONSES DES TRAVAILLEURS

Après avoir examiné la situation économique de la bourgeoisie impérialiste française (Le Quotidien du 15/10 au 17/10), nous avons vu que pour «ne pas subir la crise, mais engager la lutte», il était nécessaire de clarifier la situation créée par l'apparente possibilité (revendiquée par les révisionnistes du P«C»F autant que par la bourgeoisie en place), de dégager - dans le cadre du système capitaliste lui-même - des «solutions» à la crise (critiques parues du 24/10 à hier, sur la «nouvelle misère» mijotée par la bourgeoisie et les propositions du P«C»F pour la relance... de l'économie capitaliste).

Déjà, plusieurs lettres de lecteurs du Quotidien du Peuple ou d'organisations du Parti Communiste Révolutionnaire, témoignent de l'engagement de la discussion chez de nombreux travailleurs.

Dès ce numéro, les réactions d'ouvriers en lutte (Caron-Ozanne), de sidérurgistes de Lorraine et de Dunkerque, commencent à préciser les réactions de la classe ouvrière, face au flot de démagogie qui prétend nous «sortir» de la crise. Ces points de vue et témoignages, que compléteront d'autres éléments recueillis à la S.M.N., à Besançon, mais aussi à Fos, et par vos propres correspondances, permettront de cerner les freins qui peuvent subsister à l'engagement de la lutte contre la crise, à souligner les points d'appui dans la classe ouvrière et les masses populaires pour une offensive d'ensemble capable de faire payer sa crise à la bourgeoisie ! Écrivez-nous, nombreux à ce sujet.

«ce qui est à l'ordre du jour, c'est une lutte d'ensemble»

Lorsqu'on discute avec des travailleurs de Sollac-Sacilor des propositions qui leur sont faites pour sortir de la crise, un point les frappe surtout, c'est l'insistance commune à la majorité giscardienne et à la «gauche» pour une cohérence accrue de l'impérialisme français dans la crise. Ce que Jean-Paul, OP à Sollac-Fensch, constate ainsi, c'est que «les sidérurgistes sont bien placés pour parler de ces histoires. Quand les Wendel croyaient toucher le pactol avec le minéral de Maurétanie et la sidérurgie dite sur l'eau (Fos), ils ont gaspillé tranquillement la minette de fer de Lorraine et dégraissé un premier lot de travailleurs. Maintenant que le vent tourne, Ferry et Gandois veulent gaspiller du sidérurgiste à la pelle ! Le P«C»F se sert de tout ça pour nous appeler à pétitionner (cartes postales et compagnie...) pour nationaliser la sidérurgie. Mais qui, sinon ces soi-disant «communistes», a «gaspillé» sans cesse nos luttes contre les restructurations et affaibli ainsi la riposte ouvrière à la crise dans la sidérurgie ?». Et c'est un fait que pour beaucoup de travailleurs, (surtout parmi ceux qui ont subi déjà les premiers coups portés dès les années 60 par les barons de l'acier) les solutions à la crise sont passées au crible d'un amer bilan des premières restructurations. C'est en ce sens qu'un technicien de Sacilor nous déclarait : «si Gandois parle si fort aujourd'hui et si un nouveau plan se dessine contre les travailleurs à la faveur de la crise générale actuelle, c'est aussi parce que la résistance populaire aux 12 500 licenciements de 71 a été cassée, les camarades livrés à des escarmouches usine par usine. Aujourd'hui encore les directions syndicales s'en tiennent trop au débat poli, «économique», avec la direction, avec en guise d'objectif mobilisateur la querelle de chiffonniers, P«C»-PS,



pour savoir si la nationalisation de la sidérurgie est ou pas «à l'ordre du jour». Comme si le seul ordre du jour qu'attendent vraiment les travailleurs, ce n'était pas une lutte d'ensemble de tous les travailleurs de la sidérurgie de l'Est et du Nord !»

Ce désabusement sur les solutions de raccroc à la crise de l'impérialisme français, ce refus des propositions d'aménagement de l'exploitation, s'exprime de plus en plus.

C'est bien la conclusion à tirer par exemple des propos de Raymond, OS2 à Sacilor :

«Les initiatives actuelles sur la retraite, ça ne résoud rien. Bien sûr, la retraite, on est pour ; on demande même, depuis l'an dernier, la retraite à 55 ans. Parce qu'on est crevé au bout de 10 ou 15 ans de travail posté. A l'Association Populaire Familiale du secteur, on avait même manifesté avec nos familles pour l'arrêt du travail posté (feu continu et semi-continu) au bout de 15 ans de présence ou à 45 ans d'âge. Avec maintien du salaire intégral, bien sûr : c'est pas écrit pigeon sur notre front, pour qu'on s'amuse à échanger notre repos contre un cran de plus serré à la ceinture !»

LES TRAVAILLEURS ET LA CRISE



usinor-dunkerque

«ON DIRAIT QUE GISCARD APPLIQUE LE PROGRAMME COMMUN»

- QdP : Que pensez-vous du plan de relance de Giscard ?

- Un aciériste : «les gars au début étaient contents d'entendre ça. Et puis voilà, manque de pot, c'est le chômage qui arrive. Alors on voit que la relance, c'est l'inverse, le chômage...»

- Un lamineur (Train à bande) : «la réflexion que j'ai entendue,

le jour où on nous a pondu ce «plan» avec les 250 F pour les enfants, c'est un gars 100% P«C»F qui m'a dit : «vraiment, on ne s'y attendait pas ; c'est bien...» et je lui ai répondu : «tu vas voir, d'ici 15 jours comment ils vont te les récupérer». Et ça n'a pas loupé !»

- QdP : Et les propositions de l'Union de la Gauche, la retraite à 60 ans comme solutions à la crise ?

- l'ouvrier du T.B. : on est concerné d'une certaine manière. Moi, j'aimerais bien l'avoir et même à 55 ans. Mais c'est pas une solution !

- un jeune ouvrier de l'aciérie : de toute façon, ce truc-là, ça divise. Un jour c'est la journée d'action pour les vieux, un autre pour l'emploi des jeunes, alors, la retraite c'est plutôt lointain comme perspective. Ça va concerner quoi ? 100 types ?

- un ouvrier immigré : pour nous, on ne sait même pas si on sera encore là pour en profiter. Toutes façons, quand un gars part en retraite, c'est rare qu'il soit remplacé.

- le premier aciériste : il

faudrait parler aussi du coup de la relance de la consommation. C'est pas seulement Giscard qui parle comme ça, c'est surtout le P«C»F. Ça a l'air déroutant mais quand on réfléchit : en fait Giscard, il applique le Programme Commun depuis son élection. Il va bientôt plus rien rester à la Gauche comme propositions...

- le jeune aciériste : mon père m'a parlé de Mitterrand, Moch, Mollet et des sociaux, ce qu'ils ont fait quand ils étaient ministres. Moi, je tiens pas à voir ça !

- l'ouvrier lamineur : il y a 2 ans, le Programme Commun, c'était pas vu pareil. Les gars y croyaient beaucoup plus. Maintenant, certainement qu'on y croit de moins en moins à la boîte. Mais en plus, ils réfléchissent et voient que Giscard applique le Programme Commun. Quand tu vois qu'il y a un chef du P«C»F du Nord qui vient à la porte de la boîte, à Usinor (comme Marchais, à la gare de l'Est), tu te dis qu'il y a une raison là-dessous. C'est la crainte que ça marche plus bien pour eux et c'est pour cela qu'ils viennent nous voir, pour tenter de nous avoir, à l'estomac !

TABLE RONDE DU QUOTIDIEN DU PEUPLE, AVEC DES GRÉVISTES DE CARON-OZANNE

Le Quotidien du Peuple : Quelle est, selon vous, l'ampleur de la crise ? Que vise-t-elle ?

André : Tous les conflits actuellement sont en rapport avec la politique que mène le gouvernement. Tout cela vise à supprimer les petites boîtes, avoir le moins possible d'ouvriers, payer le moins de charges : c'est comme ça pour la retraite à 60 ans. C'est pas parce qu'ils vont envoyer les vieux travailleurs à 60 ans à la retraite qu'ils les remplaceront. Simplement, ils donneront plus de travail à faire à ceux qui restent !

QdP : Quelle part de la réalité y-a-t-il dans les «difficultés» dont parle la bourgeoisie ?

Roland : Justement, leurs difficultés viennent de leur propre système. Mais ils les grossissent ensuite pour profiter de la situation pour essayer de faire toujours plus de profit. C'est de toute façon une crise du capitalis-

me mondial, une bagarre entre les différents capitalistes qui voient leur système qui s'écroule maintenant.

Claude : Ce qui apparaît, c'est que Giscard veut réinvestir et qu'il file encore de l'argent aux patrons pour ça. Mais ça ne va pas pouvoir durer éternellement. Surtout, si c'est pour acheter de nouvelles machines qui de toute façon, supprimeraient encore des emplois. Alors là, c'est vraiment pas une solution !

QdP : Est-ce que la bourgeoisie est capable, à votre avis, de «sortir la société de la crise» comme elle l'affirme ?

André : Cette fois-ci, c'est mal parti. On est arrivé bien bas : on n'avait pas vu ça depuis la grande crise d'avant la guerre.

Claude : Peut-être que si on créait de nouvelles fabrications, ça permettrait de créer momentanément des emplois. Mais à ce moment-là, ça revient à relancer le profit

des capitalistes...

Roland : La guerre, les patrons y pensent sans doute aussi ; ça détruit beaucoup et après, il y aurait du travail. Mais, c'est pas une solution pour nous !

Claude : Même le truc de «relancer la consommation», c'est pas une solution. Ça ne marcherait, au mieux, qu'un temps.

Roland : Il y aurait bien les réductions d'horaire pour réduire le chômage ?

André : Mais, ça serait comme la retraite ! C'est pas pour cela qu'ils embaucheraient pour autant.

Roland : Je ne dis pas que ça serait le paradis. En fait, il faudrait que ce soit les travailleurs eux-mêmes qui imposent la réduction des cadences, le pouvoir d'achat et du travail, en même temps. Ça ne changerait pas fondamentalement les choses, mais ça serait tout de même un pas en avant à imposer aux patrons !

en bref

LA LUTTE CONTINUE A SANCAR

Les grévistes, qui en sont à leur cinquième semaine de lutte, ont donné hier une conférence de presse. Ils ont insisté sur l'importance de la solidarité : « Cette lutte nous a permis de prendre conscience que nous n'étions pas isolés, qu'il y avait des dizaines de boîtes comme la nôtre, à côté de nous, dit un gréviste. Il faudrait que des luttes comme ça se passent dans d'autres entreprises, même petites, car il est possible de lutter même quand on n'est pas nombreux ».

SAVIEM

Le mécontentement des travailleurs de la Saviem continue : la nourriture de la cantine est toujours aussi infecte. Il y a eu une augmentation de 0,40 F du repas (actuellement 7,70 F) imposée du jour au lendemain. Les syndicats ont appelé à boycotter la cantine vendredi dernier ; cette action a été suivie à 80 % par le personnel. Les syndicats appellent à nouveau à boycotter la cantine, jeudi 30, pour protester contre la mauvaise qualité des repas. Le personnel de la cantine est partie prenante de l'action des travailleurs. Pour pouvoir être plus efficace et gêner le gérant de la cantine, une autre action est envisagée : appeler les travailleurs, pour la semaine prochaine, à aller à la cantine et à refuser toute nourriture jugée infecte et à exiger une nourriture correcte.

Correspondant



Giscard l'a annoncé : il n'y aura pas d'élections anticipées. Les élections législatives auront bien lieu en 1978.

Ce n'est qu'une confirmation. Poniatowski, au congrès des Républicains Indépendants, en février 1975, déclarait : « Les élections législatives, qui auront lieu très vraisemblablement à leur date normale se préparent longtemps à l'avance ». En effet, les Républicains Indépendants ont besoin de temps pour parvenir à ce rééquilibrage des forces au sein de la majorité présidentielle, rééquilibrage qui, l'espère-t-il, doit être sanctionné aux prochaines législatives.

Certes la « giscardisation » de l'UDR menée tambour battant par Chirac a permis d'étouffer une opposition ouverte au sein du parti gaulliste et de rallier ce dernier à la politique giscardienne.

Giscard : pas d'élection d'ici 2 ans IL N'Y A PAS QU'A GAUCHE QU'ON SE QUERELLE

Mais cela qu'au prix d'un certain « modus vivendi » : Giscard doit tenir compte de la majorité gaulliste dans sa majorité parlementaire et modérer les inflexions atlantiques de sa politique. Bien qu'il n'y ait donc pas aujourd'hui de contradictions politiques majeures apparentes entre les Républicains Indépendants et l'UDR, Giscard doit se prémunir contre d'éventuelles résistances.

Aussi n'a-t-il nullement abandonné son dessein d'obtenir une majorité parlementaire qui le soutienne inconditionnellement.

La contradiction reste donc vive entre les Républicains Indépendants et l'UDR qui n'entend pas se laisser dépouiller sans résister des bonnes sinécures acquises pendant plus de 10 ans.

Certes les deux partis n'ont pas voulu donner le spectacle affligeant des querelles de la gauche. Mais pour être plus sourde, la lutte n'en est pas moins acharnée. Au mois d'octobre, à la volonté encore une fois affirmée de Poniatowski de rééquilibrer les forces au détriment de son allié, le comité central de l'UDR répondait qu'« il ne tolérera pas que l'on présente des candidatures contre leurs sortants aux prochaines échéances électorales ».

Aux attaques sournoises de Poniatowski, affirmant que par leur loyauté au président de la République, les Républicains Indépendants étaient le « premier parti de la majorité », c'est Chirac

lui-même, devant le même comité central qui affirmait que le parti gaulliste était « le mouvement le plus important de la majorité », ce qui leur donnait « la sérénité des ports ».

Le cirque de Châtelleraut a mis en évidence, malgré les politesses, la révolte entre les chefs des deux formations.

Face à la crise de l'UDR, même giscardisée, qu'« a la prétention de demeurer le principal parti de la majorité », dixit Chirac, les Républicains Indépendants ont encore du fil à retordre : deux ans ne seront pas de trop pour atteindre leurs objectifs.

Dans cette compétition, les Républicains Indépendants continuent leur opération de regroupement de la vieille droite classique et de l'extrême-droite.

On se rappelle qui formait le service d'ordre de Giscard pendant les élections présidentielles : Ordre Nouveau et les fascistes de

tout poil. Les discours anti-communistes et les menaces contre les masses populaires montrent aussi dans quel milieu les Républicains Indépendants veulent recruter. L'adhésion du marie raciste de Toulon, le ralliement des « Indépendants Paysans », débris pétainistes, de nostalgiques de l'Algérie française, la mainmise complète par Griotteray, député Républicain Indépendant, sur le torchon « Minute », les discours hystériques prononcés devant les jeunes giscardiens, tout cela montre bien le type de parti que les Républicains Indépendants veulent forger.

Si les gaullistes qui viennent de déterrer le vieux mythe de la participation, veulent se redonner un visage social, les Républicains Indépendants, eux, veulent se présenter comme le parti de l'« ordre » : un parti qui serait capable, si la situation l'exigeait, de devenir un parti d'extrême-droite.

débat avec le Quotidien du Peuple

LES TRAVAILLEURS ET LA CRISE

44, rue de Rennes
VENDREDI 31 OCTOBRE
à 20 H 30

avec Michel FLORAC et Stéphane RAYNAL

LE RÉGLEMENT DE L'EUROPE VERTE EN CAUSE

Les neuf ministres de l'agriculture des pays du marché commun sont réunis à Luxembourg depuis mercredi pour débattre des réformes à apporter aux règlements communautaires.

L'Allemagne et l'Angleterre demandent que les règlements actuels soient modifiés sur plusieurs points, notamment sur les prix des produits agricoles. La RFA et la Grande-Bretagne qui sont de grandes importatrices de produits agricoles et dont l'agriculture est beaucoup plus industrialisée que les autres pays, ont intérêt à faire baisser les prix, en particulier la Grande-Bretagne soumise à une filiation record. Ils proposent d'avoir recours aux importations en provenance de pays extérieurs à la communauté. Les autres pays du marché commun et surtout la France, gros exportateurs de produits agricoles et moins compétitifs refusent de modifier le règlement protectionniste limitant le recours aux importations.

Mais le gouvernement français aura du mal à défendre cette position dans la mesure où il est le premier à enfreindre le règlement en imposant une taxe de 12% aux vins en provenance d'Italie. Les 8 autres pays lui ont donné une semaine pour supprimer cette taxe.

Ci-contre la suite de l'article sur le marché commun agricole montre comment les gouvernements des pays du marché commun agricole ont toujours su régler leurs divergences sur le dos des petits paysans.

MARCHE COMMUN AGRICOLE ce ne sont pas les travailleurs que l'on défend

1957-1968 : il a fallu dix ans de palabres et de tractations pour que les produits agricoles puissent circuler librement dans l'Europe des six. Ceci parce que l'agriculture est une « chasse gardée » pour tout Etat capitaliste. Elle est un secteur où les gouvernements bourgeois interviennent continuellement pour favoriser les productions déficitaires, aider à absorber les excédents, « régulariser » les marchés, fixer les prix, etc... donc un secteur plus que tout autre manipulé politiquement. Le capital, en effet, trouve plus d'intérêt à s'investir dans l'industrie et le commerce mais il ne faut pas que le secteur agricole par des hausses intempestives qui se répercuteraient sur les salaires ou par la révolte des travailleurs des campagnes vienne troubler le mécanisme qui lui permet de soutirer le maximum de profit de l'usine ou des circuits de vente. Ce rôle de sauvegarde est rempli par les pouvoirs bourgeois qui régissent en ce sens l'agriculture de chaque pays. Créer un marché commun agricole supposait donc une articulation de politiques agricoles diverses selon les Etats. Ce ne fut pas facile et c'est bien loin d'être définitivement acquis...

Depuis 1968, les produits circulent librement mais des difficultés monétaires sont venues

filtrer cette liberté. En août 1969, le franc est dévalué de 12,5% ce qui fait brutalement baisser d'autant les prix des produits agricoles français par rapport à ceux de nos partenaires. Il a donc fallu prévoir un système d'écluses financières qui relèvent les prix français dans la communauté et les maintiennent à un semblant de parité. Quelques mois plus tard, en octobre, l'Allemagne réévalue sa monnaie de 9,26% : nécessité de nouvelles mesures mais ce coup-ci en sens contraire. Et quand, en 1971, allemands et néerlandais décident de laisser flotter leur monnaie, le problème devient encore plus compliqué. Comment sauvegarder une relative unité des prix entre des pays dont les monnaies varient sans cesse l'une par rapport à l'autre ? « Des montants compensatoires » sont institués pour assurer le plus d'équivalence possible. Mais ces montants compensatoires remplissent mal leur fonction et deviennent des pommes de discorde entre Etats. Un climat de tension s'instaure. En mai 1973, Chirac, alors ministre de l'agriculture, fait un éclat à Bruxelles et se met à proclamer ses doutes sur la bonne foi européenne de l'Allemagne.

En fait, l'Allemagne ne veut pas plus que la France détruire le marché commun agricole.

Son gouvernement désire que ce marché prenne une autre direction moins réglementée, moins onéreuse pour les fonds publics. C'est en effet en Allemagne fédérale que le capital a le mieux réussi. L'agriculture de ce pays est la plus mécanisée et la plus « moderne » d'Europe. Le pouvoir bourgeois a beaucoup moins besoin de tenir compte des masses paysannes qu'en France. Comparés à l'ensemble de la population active, les travailleurs de la terre sont à moitié moins nombreux en R.D.A. que chez nous et encore 45 % d'entre eux ont-ils des revenus autres qu'agricoles. Alors la bourgeoisie allemande au pouvoir préconise le retour à une régulation par les règles du marché. Par exemple, si la montagne de beurre excédentaire atteint 200 000 tonnes, il suffit de ne pas l'acheter au prix d'intervention mais 2 % moins cher pour que les producteurs comprennent qu'ils doivent freiner eux-mêmes leur production de lait!!! Mais ce que la bourgeoisie allemande croit possible chez elle la bourgeoisie française ne peut, politiquement l'envisager chez nous : d'où conflit.

Quand Chirac ou Bonnet s'affrontent avec leurs homologues européens pour obtenir une augmentation des prix agricoles ou une meilleure protection des

marchés, ils le font comme porte-parole du pouvoir bourgeois français, pour le maintien de ce pouvoir et non pour défendre les travailleurs de la terre. Leurs disputes ne traduisent pas l'antagonisme entre les producteurs paysans et le capital, elles ne font qu'exprimer des affrontements d'intérêts au sein des bourgeoisies européennes. C'est pour cela que, jusqu'ici, on est toujours arrivé à des compromis, chaque fois d'ailleurs sur le dos des travailleurs.

Le délabrement du système monétaire capitaliste, ces dernières années, a multiplié les litiges à un point tel que le marché commun agricole a paru au bord d'exploser. La conférence qui s'est ouverte hier, même s'il ne s'y passe rien de sensationnel, même si les journaux ne la mettent pas à la une, n'en sera pas moins très importante.

Comme les autres matières premières, les produits agricoles sont en voie de devenir des objectifs stratégiques et des atouts politiques de première grandeur. Le marché commun agricole est donc au cœur d'un enjeu décisif. Il est capital pour nous de mieux savoir comment notre ennemi, le pouvoir bourgeois, va tenter de s'y situer.

J.C.D.

LUTTES : COMBATIVITE ET VOLONTE D'UNITE

A écouter les organes d'information au service de la bourgeoisie, nous serions dans une période de «paix sociale», de «calme». Bien sûr quelques luttes parviennent à renter l'attention des radios ou de la télévision, comme celle de nos camarades d'Air France en ce moment, mais c'est, en fait, pour indiquer aux passagers éventuels qu'ils risquent d'avoir des difficultés à prendre l'avion ! Alors, quelle est la situation des luttes, aujourd'hui ? Peut-on parler de «paix sociale» ? C'est à cette question que nous voulons répondre, avec l'aide de nos correspondants.

En fait, aujourd'hui, c'est dans des dizaines d'usines que la classe ouvrière a engagé sa riposte contre les licenciements, contre les bas salaires, contre la répression anti-syndicale. Ces luttes montrent qu'aujourd'hui les travailleurs refusent de plus en plus massivement le chantage au chômage, le chantage à la crise.

«Guerilla syndicale contre les multinationales», titre le Quotidien de Paris, à propos de la lutte à Sovirel. Ce titre est significatif de la combativité qui s'exprime aujourd'hui dans les luttes. Occupations et séquestrations se multiplient. Comme à Hoover, à Dijon où les travailleurs en lutte contre des licenciements, ont séquestré cinq cadres avant d'obtenir satisfaction. Comme chez Leroy, à Lisieux, où les bureaux ont été bloqués par les ouvriers en lutte pour de meilleures salaires. Comme à la P.B.T.P. où les camarades de cette entreprise de bâtiment, à Pontailler-sur-Saône, ont séquestré leur PDG et un conseiller général.

Face à cette combativité grandissante, la réponse de la bourgeoisie, c'est l'envoi des CRS et des gardes mobiles. Comme à la COMSIP, à Rueil, dans la banlieue parisienne, où vingt cars de CRS ont fait évacuer les grévistes qui occupaient le siège social, contre 750 licenciements. Comme au Commissariat à

l'Energie Atomique où les manifestants de cet organisme se sont fait durement matraquer sur les Champs Élysées. La réponse, c'est la répression anti-syndicale, contre laquelle les travailleurs ont déjà engagé la lutte. Comme aux Blanchisseries de Pantin où les camarades sont en lutte pour la réintégration d'un délégué. Comme à Ernault Sornua, à la Sotrimex et chez Éminence...

Répression policière et répression anti-syndicale, c'est la réponse de la bourgeoisie à nos luttes. Mais loin de désamorcer la combativité ouvrière, c'est la solidarité qui se développe, l'idée qu'aujourd'hui, pour riposter, il faut faire converger nos luttes. C'est ce que font les travailleurs d'Idéal Standard et de Sovirel lorsqu'ensemble, ils manifestent à Melun, bien que leurs usines respectives soient éloignées de plus de 30 kilomètres. C'est ce que font les travailleurs de Griffet et de Babcock, à Marseille, lorsqu'ensemble, ils occupent la Chambre Patronale de la Métallurgie. Cette unité

qui se développe au plan local appelle, aux yeux des travailleurs, une unité plus large encore.

Face à cette combativité et à cette unité qui se développe, la bourgeoisie, en envoyant ces CRS contre les grévistes, montre son impuissance. C'est ce que soulignaient les camarades d'Air France, lorsqu'ils nous disaient : «Les CRS, c'est la preuve que les patrons ont peur de nous». Décidément, le «libéralisme» de Giscard a de plus en plus de mal à duper les travailleurs. Quant aux faux communistes du PCF, dans de nombreux endroits, ils sont rejetés par les travailleurs. C'est, à Sovirel, le refus de l'assemblée générale des travailleurs de laisser entrer dans l'usine occupée un député de ce parti : «On ne veut pas que le PCF récupère notre lutte», disent les ouvriers. C'est à Orlane où les camarades, qui viennent de remporter un succès (voir article), demandent des comptes sur leur conduite pendant la grève, à des membres

de ce parti. C'est au Groupe des Assurances de Paris où les employés en lutte repoussent les propositions de capitulation des révisionnistes et les huent. C'est aux Blanchisseries de Pantin où les travailleurs dénoncent les tentatives des révisionnistes pour accaparer la direction de leur lutte. «Ce qu'on veut, c'est l'unité, pourquoi essayer de nous diviser», interrogent-ils ? Ils refusent de voir la direction de leurs actions leur échapper, ils refusent les «politicards bourgeois», comme disent les travailleurs de Pantin. Ils aspirent à une véritable démocratie.

Les travailleurs d'Orlane, en prenant en mains leur lutte, en repoussant, par leur combativité, les différentes attaques de la bourgeoisie, et en remportant ainsi une victoire, montrent la voie. A leur exemple, développons nos luttes, rassemblons nos forces. Alors, nous pourrions mettre en échec la politique de répression de la bourgeoisie et lui imposer des reculs significatifs.

Pierre MOREL

UNE JOURNEE

AVEC LES TRAVAILLEURS D'AIR FRANCE

Pour aller à l'aéroport de Roissy, vous prenez le car à la Porte Maillot. Au bout d'une demi-heure de trajet, on commence à pénétrer dans l'aéroport : à perte d'horizon, ce ne sont que des pistes, des tours de contrôle ; on a l'impression d'un paysage lunaire, perdu dans la campagne. A votre droite, c'est l'hôtel de luxe «Jacques Borel»...

Soudain, le car ralentit. Des dizaines de voitures sont arrêtées, un attroupement s'est formé. Un attroupement ? Un accident peut-être ? Non : ce qui vient d'arrêter le car ce sont une centaine de mécanos en bleu : les grévistes d'Air France. Deux montent dans l'autocar et distribuent des tracts aux passagers.

«Ça ne sera pas long messieurs-dames» déclarent-ils le sourire aux lèvres, «nous voulons que vous sachiez un peu pourquoi nous luttons». Oh, les mécanos, ils savent bien que le soutien ne va pas venir «essentiellement» des passagers «ce n'est pas tout à fait les couches populaires qui prennent l'avion» nous diront des grévistes (!), mais en fin de compte ce petit intermède est en quelque sorte une revanche vis-à-vis de ceux qui sont bien loin de se préoccuper des conditions de travail des mécanos. Pour ces passagers, s'arrêter 2 mn, oui, mais il ne faut pas exagérer ! Ils ont un avion à prendre. L'un d'eux, gromelle qu'il doit se rendre à son travail. Mais ce «pauvre» se voit répondre Nous, ça fait 15 jours qu'on

n'est pas payé». Le passager proteste mollement, d'autres diront «Ah, quand même». Mais il va falloir faire le reste à pied !

«On nous a fait patienter, mais cela ne va plus». De plus, dès l'installation de Roissy, les gars étaient déjà en sous-effectif,

UNE ACCENTUATION PARTI-CULIERE DE LA REPRESSION

Après 15 jours de grève, les gars disent «nous sommes le secteur le plus combatif» et c'est bien vrai. La direction ne s'y est pas trompée. Car ce que les organes de presse ont bien omis de signaler, nous diront des travailleurs, c'est que la semaine dernière, dans la nuit de jeudi à vendredi, les CRS sont intervenus à la «direction du matériel», à 300, avec 30 cars et ont pénétré tout feux éteints dans l'enceinte en séquestrant 50 gars, ainsi que «des militaires sont intervenus pour dégager une barricade et qu'ils étaient sur les boing 707». Comme on le voit, la bourgeoisie a très peur. L'accentuation de la répression n'est que la preuve de sa faiblesse, les grévistes en sont bien conscients. La répression n'effraie pas. Mais, ils posent un autre problème, celui du silence de la presse et de la radio, «On ne parle pas de Roissy, on veut étouffer le conflit» disent-ils. A chaque fois qu'ils prennent une initiative, que ce soit une planification ou autre, ils informent la population comme mercredi, au Ministère des Finances. Oui, aujourd'hui, c'est bien une des conditions pour étendre la lutte, la faire connaître : trouver de nouvelles initiatives. C'est une lutte importante que mènent les travailleurs d'Air France, il n'est pas question de s'arrêter.

R. FEUILLET

ORLANE : UNE LUTTE SIGNIFICATIVE

Suite de la page 1

Orlane est donc une victoire, mais aussi, dans la situation de crise actuelle une réponse positive aux questions que se posent les travailleurs d'Orléans. Les ouvriers et les ouvrières d'Orlane ne se battaient pas seulement sur des chiffres et pour leurs seuls intérêts. Ils savaient que leur lutte était regardée. Ils savaient qu'une victoire allait ouvrir la voie à beaucoup d'autres. Aujourd'hui, cela se vérifie à Orléans : «Quelles» est en grève depuis mardi matin, les Établissements Hiparco sont également en grève, des débrayages victorieux ont lieu à Saint-Gobain.

Les avantages obtenus à Orléans l'ont été au cours de négociations prolongées avec la direction, dans la soirée de lundi. La grève a continué jusqu'à hier pour le paiement des heures perdues. Et mercredi, les travailleurs ont refusé le chantage du Comité d'Entreprise, contrôlé par les cadres, qui proposait une somme de 100 F à chaque gréviste si la reprise était immédiate. Ceux d'Orlane avaient décidé de la grève, ils entendaient

décider, eux-mêmes, de la suite de leur mouvement, sans pression ni chantage.

Le PCF avait jusque là brillé par son absence, tant dans les actions de soutien diverses, que dans les heurts avec la police, ou dans la manifestation de riposte qui a suivi et qui s'est terminée devant le commissariat, aux cris de «S'il le faut, nous reviendrons». C'est donc avec étonnement que les grévistes ont vu le PCF venir distribuer un tract sur la campagne des libertés et le programme commun ! Bon nombre de grévistes sont venus leur demander des comptes. La réponse des révisionnistes fut «Si vous ne voulez pas qu'on soit là, vous n'avez qu'à appeler les flics» ! Un travailleur formula la conclusion, au milieu des moqueries «Notre «collègue» du PCF qui est avec les jaunes depuis le début aura du mal à monter sa cellule». Si la grève est terminée, la lutte continue dans l'usine et «les travailleurs d'Orléans savent qu'ils peuvent compter sur ceux d'Orlane pour soutenir toutes leurs luttes».



ROISSY : DU LUXE...

Mais Roissy c'est quoi ? L'aéroport a été ouvert en mars 74. Il est réservé aux «gens particulièrement aisés». Parmi ceux-ci, certains vont encore à Orly. Mais ça ne sera bientôt plus le cas : quand Roissy a été implanté, on n'a pas demandé l'avis aux gars. A Roissy tout est automatique, feutré, silencieux, discret. Tout est étudié pour que les passagers n'aient aucun effort à faire. L'accès aux avions se fait en pente douce, et en tapis roulant. A loisir, vous pouvez aller dans un des cinq restaurants, ou encore aux bars, à la mode féminine, chez le tailleur-habilleur, à la parfumerie. Demandez un tout petit pull pour votre femme, c'est la bagatelle de 198 F que vous payerez.

...A LA DÉPORTATION DES TRAVAILLEURS.

Mais à côté de ce luxe, il y a les travailleurs : les salaires sont bloqués depuis novembre 74. Les prétextes ? Il fallait d'abord prendre le temps de s'installer !

c'est-à-dire du travail en plus. Comme disent les mécanos, nos revendications, elles valent 80 millions, mais le lock-out des navigants il vaut 220 millions. L'implantation de Roissy, cela a voulu dire pour les travailleurs des «mutations» : beaucoup de gars, il y a un an et demi habitaient en banlieue Sud et ils ont dû déménager dans la banlieue Nord. Les conséquences ? «avant on payait des loyers de 300 F, maintenant c'est 900 F». Et les charges, elles aussi, ne cessent pas d'augmenter. Autre conséquence, l'ambiance n'est plus la même : avant, les travailleurs connaissaient du monde s'étaient fait des camarades, mais aujourd'hui, c'est fini. La vie familiale est complètement perturbée par le travail en 3x8. «Nous n'avons ni samedi, ni dimanche». La main mise des groupes privés sur la compagnie est un prétexte pour accentuer l'exploitation : à l'hôtellerie, la sous-traitance est faite par Servair. Servair et Air France en profitent pour faire la chasse aux militants syndicaux, le prétexte ? «Ils auraient des microbes»

BERLIET-VENISSIEUX : LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE PARTIEL

La direction a annoncé récemment au Comité Central d'Entreprise de nouveaux jours chômés. En deux mois, cela fera six jours. Les travailleurs de Berliet, à l'annonce de cette nouvelle, ont décidé de riposter immédiatement par des débrayages et exigent le paiement intégral de ce chômage partiel. Cette lutte fait suite à l'action qui avait été entreprise en coulant les cadences afin d'exiger une révision des classifications.

histoire du mouvement ouvrier

LA CRISE DE 1929



Document d'usine lors des grèves de juin 1935

LA CRISE ÉCONOMIQUE S'ÉTEND AU MONDE CAPITALISTE

● La crise US devait avoir des conséquences immédiates sur l'Allemagne et l'Autriche.

Les banques US, non seulement n'accordent plus de prêts, mais rapatrient tous leurs fonds qui, rappelons-le, avaient «nourri» l'économie de ces 2 pays. En mai 31, c'est la plus grande banque autrichienne, la Kredit Austalt de Vienne (70% du total des bilans de toutes les banques) qui coule.

En Allemagne, les sorties accélérées d'or et de devises menacent le Mark. La Reichsbank ne peut plus soutenir les banques privées. En juillet 1931, c'est une des plus puissantes, la «Danat» qui s'écroule, provoquant une série de faillites. La profondeur de la crise en Allemagne est comparable à celle sévissant aux Etats-Unis : réduction de plus de 40% de la production industrielle - 6 millions de chômeurs.

Pendant l'hiver 1930-1931, près de la moitié des familles ouvrières vivent d'allocations de secours, de secours populaires, tandis que l'autre vit de salaires amputés presque de moitié.

● Les capitalistes ne tentèrent pas seulement de faire retomber le poids de la crise sur le prolétariat, mais aussi sur les pays dominés d'Amérique Latine, d'Afrique, d'Asie qui étaient devenus les pourvoyeurs en produits agricoles et matières premières des métropoles impérialistes : café du Brésil, plantations d'hévéas en Indochine, à Java, en Malaisie, etc...

Alors que les prix dans les métropoles impérialistes baissèrent de l'ordre du 1/3 en moyenne, les cours des matières premières importées s'effondrèrent des 2/3. Pour maintenir leurs profits, les capitalistes se livrèrent dans les années 30, à un pillage et à une exploitation accrue des colonies et des pays dépendants.

● La France semble épargnée, pendant toute une période, par la crise mondiale. Ce n'est qu'à partir du 2^e semestre 31 que la production industrielle commence à décroître.

Les traits retardataires du développement de l'impérialisme français (concentration industrielle, formation de trusts et de holdings, moins avancés qu'aux Etats-Unis, en Allemagne, etc ; maintien d'un secteur agricole important) expliquent en partie que la crise de 29 ait commis des effets à la fois décalés, amortis, mais aussi plus durables qu'ailleurs.

De plus, la situation financière n'avait rien de comparable avec celle de l'Allemagne. La dévaluation réussie de 28 et la stabilisation monétaire, tout en permettant d'asseoir le franc sans le secours des capitaux anglo-saxons, avaient donné une prime aux produits français sur le marché mondial.

Mais en 1931, la dévaluation largement calculée de 28 est déjà totalement mangée du fait de la baisse générale des prix mondiaux.

La chute des exportations, aggravée encore par la dévaluation de la livre sterling en septembre 31, et la surproduction latente entamèrent une réduction de la production industrielle de 20% à la fin de 31, de 25% en 32 par rapport à son niveau de 29.

Dans le domaine agricole, l'effondrement des prix de gros (chute de 40% pour le blé de 31 à 35), toucha d'autant plus violemment la paysannerie que les prix industriels avaient baissé dans une moindre proportion rendant les machines et les engrais plus chers qu'auparavant. De nombreux petits propriétaires, déjà endettés, furent progressivement expropriés.

QUAND FERMENTENT LES RAISINS DE LA COLÈRE...

Dans son roman « les raisins de la colère », qui reflète la période de la grande crise des années trente, Steinbeck peint les paysans qui, obligés de quitter leurs terres, sont contraints d'émigrer vers l'Ouest pour se louer comme ouvriers agricoles. Leur afflux déclenche la concurrence, la chute des salaires, le chômage. « Les grands propriétaires se frottaient les mains et envoyaient de nouveaux paquets de prospectus pour faire venir encore plus de monde. Les salaires baissaient sans faire tomber les prix. D'ici peu, nous serons revenus au temps des serfs. »

Il dénonce l'anarchie du système capitaliste qui, pour le profit d'une minorité, sécrète la famine, le déracinement pour les travailleurs.

« Les vergers regorgeaient de fruits et les routes étaient pleines d'affamés. Les granges regorgeaient de produits et les enfants des pauvres devenaient rachitiques et leur peau se couvrait de pustules. Les grandes compagnies ne savaient pas que le fil est mince qui sépare la faim de la colère. Au lieu d'augmenter les salaires, elles employaient l'argent à faire l'acquisition de grenades à gaz, de revolvers, à embaucher des surveillants et des mouchards, à faire établir des listes noires, à entraîner leurs troupes improvisées. Sur les grand routes, les gens erraient comme des fourmis à la recherche de travail, de pain. Et la colère fermentait. »

LES CONSÉQUENCES POLITIQUES DE LA CRISE DE 29

Quelles furent les conséquences politiques et sociales de la crise de 1929 ? Force est de constater que la crise de 1929, malgré sa profondeur et les immenses souffrances qu'elle infligea aux masses populaires, ne déboucha nulle part sur la Révolution Proletarienne. Certains pays impérialistes ne connurent même pas de crise politique.

AUX ETATS UNIS...

Dans certains pays notamment les Etats-Unis et la Grande Bretagne, la crise économique ne se doubla pas d'une crise politique, mettant en cause le pouvoir de la classe dominante.

Certes, la crise économique, par exemple aux Etats-Unis, a avivé l'esprit révolutionnaire dans une partie des masses populaires. De nombreuses grèves eurent lieu en 1934 notamment. En 1935, un syndicat combatif, le C.I.O. se crée en marge de la traditionnelle et corporative A.F.L.

Mais cette radicalisation d'une partie des masses est loin de mettre en danger le système capitaliste lui-même. Aussi c'est dans le cadre des institutions démocratiques bourgeoises que se définit une nouvelle politique, le «New-Deal» qui marque la fin du libéralisme économique et conduit à un renforcement du Capitalisme Monopoliste d'Etat. Toutes les mesures prises par le gouvernement démocrate de Roosevelt signifient une intervention croissante de l'Etat dans le fonctionnement de l'économie, en vue d'éviter les disparités les plus criantes.

-Renforcement du contrôle sur le système bancaire, y compris par des participations du gouvernement fédéral.

-Utilisation du budget de l'Etat pour activer l'économie. La politique de «déflation» et «l'équilibre budgétaire» sont abandonnés au profit d'un budget résolument en déséquilibre pour renforcer la demande.

-Fixation étatique du niveau des salaires minimum, du temps de travail maximum.

-Politique de grands travaux pris directement en charge par l'Administration Fédérale. D'une manière générale, la crise de 29 conduit tous les pays capitalistes à un renforcement du Capitalisme Monopoliste d'Etat.

EN ALLEMAGNE...

En Allemagne, par contre, la crise économique donna une nouvelle impulsion à une crise politique antérieure datant de la défaite de 1918.

Cette dernière, avec ses conséquences financières (réparations...), et politiques (fin de l'Empire, occupation provisoire d'une partie du territoire allemand...), la dépossession des colonies, la croissance du mouvement révolutionnaire, l'instabilité financière chronique... tout cela conféra au pouvoir bourgeois, une fragilité certaine.

Les affrontements violents entre la bourgeoisie et le prolétariat n'avaient pas cessé depuis 1918.

-Insurrection à Berlin, puis écrasement des «spartakistes» (communistes), en janvier 1919.

- Mise en échec d'un coup d'Etat fasciste à Berlin par l'intervention des syndicats.

- Grève générale en août 23, à l'appel des comités d'usines animés par le Parti Communiste ; formation des centurées de combat (250 000 hommes) ; gouvernements ouvriers en Saxe et en Thuringe dispersés ensuite par la Reichswehr ; insurrection de Hambourg et de Dresde, toujours en 1923.

- Le 1^{er} mai 1929, à Berlin, malgré l'interdiction du préfet (SPD), la minorité syndicale révolutionnaire appelle à manifester : les combats feront 33 morts.

La crise devait exacerber les antagonismes sociaux. Dès le début s'engage, en fait, une course de vitesse entre la Révolution et le fascisme qui apparaît très rapidement à la classe dominante, comme le seul rempart contre la Révolution et la seule solution pour faire payer la crise aux masses populaires.

Parti de crise, le parti nazi avait cette particularité, par rapport aux autres partis de la bourgeoisie, non seulement de se fixer pour but l'instauration d'une dictature ouverte et terroriste, mais aussi d'être capable, pour y parvenir, de la démagogie anti-capitaliste la plus éhontée. Seul le parti nazi était capable, au profit de la bourgeoisie, de détourner du Parti Communiste, une part de mécontentement des masses et ce, pas simplement dans la petite bourgeoisie qui forma le gros des troupes fascistes, mais aussi dans une frange du prolétariat. Aussi, d'un côté, la bourgeoisie allemande liquide progressivement les institutions parlementaires dont le SPD était le pivot.

D'un autre côté, (les Thyssen, Krupp, Bosch, Siemens...), elle pousse en avant et finance les nazis.

Le Parti Communiste se renforce considérablement, mais les «socialistes» refuseront jusqu'au bout, au nom du «moindre mal», l'action commune contre le fascisme, faisant en fait le lit de ce dernier. L'avènement d'Hitler au pouvoir tranchait la crise politique allemande au profit de la contre-révolution terroriste.

EN FRANCE...

La crise économique devait donner naissance à une crise sociale et politique, qui se marqua par l'avènement du Front Populaire et les grandes grèves de 36. Dès que la crise atteignit la France, l'objectif de la bourgeoisie, fut d'en faire retomber tout le poids sur les épaules du prolétariat et des masses populaires par la politique de «déflation» (compression des prix et des salaires, mais en fait, compression des salaires).

Face à la crise, le patronat préconisa la baisse généralisée des salaires dans les entreprises comme dans les administrations, c'est-à-dire, une politique déflationniste. Profitant en outre du développement du chômage, le patronat intensifia la répression syndicale en menaçant tout particulièrement les travailleurs immigrés de licenciement à la moindre tentative de lutte commune avec les ouvriers français. Parallèlement, une fraction de la bourgeoisie finança et appuya ouvertement des ligues d'extrême-droite, dont le gros des bataillons était formé de certaines couches de la petite bourgeoisie victimes de la crise économique

(petits commerçants et artisans rentiers, petits patrons...).

Les gouvernements successifs, appuyés sur une majorité modérée-radicaux, à la chambre des députés, acceptèrent les deux volets de la politique de crise prônée par les milieux patronaux : déflation et répression du mouvement populaire.

Laval, muni des pleins pouvoirs en 1935, imposa des mesures anti-populaires, par des décrets-lois : réduction de 10% de tous les salaires publics et des loyers ; encouragement aux employeurs pour appliquer la même baisse aux salaires du secteur privé.

Les conséquences de la crise et les mesures réactionnaires des différents gouvernements suscitérent un profond mécontentement parmi les masses populaires, aiguisé encore par les provocations des ligues fascistes, agissant en toute impunité.

La volonté de lutte des travailleurs obligea le parti socialiste à accepter l'unité d'action avec les communistes contre le fascisme en juillet 1934.

Le 14 juillet, 300 000 personnes manifestent à l'appel du PCF, de la SFIO, des radicaux contre les ligues, pour la liberté.

Les radicaux eux-mêmes, qui furent au centre de tous les gouvernements de la 3^e République, parti bourgeois par excellence, prirent leurs distances vis-à-vis de l'ancienne coalition devant la poussée révolutionnaire des masses.

L'espérance née de la victoire du Front Populaire en mai 36, et aussi la vigilance de la classe ouvrière (elle avait déjà vu à l'œuvre «socialistes» et radicaux) amenèrent les grandes grèves de juin 36.

Par les accords Matignon (7 juin), la bourgeoisie dut satisfaire d'importantes revendications. Un mois après Matignon, et malgré les appels de Thorez du 11 juin («il faut savoir terminer une grève») de nombreuses usines étaient encore occupées. Nous reviendrons sur les causes, et notamment l'opportunisme du PCF (tout par le Front Populaire), qui conduiront à la désagrégation du mouvement des masses.

Mais pour la première fois la bourgeoisie, devant l'impasse politique, devait accepter au gouvernement une coalition soutenue par le Parti Communiste et faire de larges concessions à la classe ouvrière.

Abandon du libéralisme et intervention accrue de l'Etat bourgeois (USA), recours au fascisme (Allemagne), utilisation des partis réformistes et de l'opportunisme au sein du parti révolutionnaire (France), tels furent les moyens employés par la classe dominante pour maintenir son pouvoir face à la crise.

L'histoire de la crise de 29 montre clairement qu'une crise économique ne conduit pas nécessairement à une crise politique et que, lorsque c'est le cas, celle-ci ne se résoud pas forcément à l'avantage du prolétariat. L'issue révolutionnaire de la crise politique dépend de la conscience révolutionnaire qui anime le mouvement des masses populaires, et notamment, de l'existence d'un parti révolutionnaire armé d'une ligne stratégique et tactique juste.

Julien Estève

programme

VENDREDI 31 OCTOBRE

TF 1
18 h 15 - A LA BONNE HEURE
18 h 45 - POUR LES JEUNES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - AU THÉÂTRE CE SOIR : «L'enfer isabelle»
22 h 45 - JOURNAL et fin

A 2
18 h 30 - JOURNAL
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 45 - Y'A UN TRUC
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - LA MORT D'UN TOURISTE
21 h 30 - APOSTROPHES
22 h 35 - CINE-CLUB : «Little Caesars»
24 h 00 - JOURNAL et fin

FR 3
18 h 55 - FLASH JOURNAL
19 h 00 - POUR LES JEUNES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 40 - TRIBUNE LIBRE
19 h 55 - FLASH JOURNAL
20 h 00 - PROGRAMMES RÉGIONAUX
20 h 30 - VENDREDI : «l'eau»
21 h 30 - CIVILISATION : N°9
22 h 20 - JOURNAL et fin

SAMEDI 1^{er} NOVEMBRE

TF 1
14 h 05 - SAMEDI EST À VOUS
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - NUMERO 1
21 h 30 - PEYTON PLACE
22 h 15 - PORTRAIT D'UNE ÉTOILE
23 h 05 - JOURNAL et fin

A 2
14 h 00 - SAMEDI DANS UN FAU-TEUIL
18 h 00 - PEPLUM
18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES
19 h 20 - NOTRE MONDE, CET INCONNU
19 h 45 - Y'A UN TRUC
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - PAS DE FRONTIÈRES POUR L'INSPECTEUR
22 h 10 - DIX DE DER
23 h 30 - JOURNAL et fin

FR 3
18 h 25 - ÉMISSIONS RÉGIONALES
18 h 55 - FLASH JOURNAL
19 h 00 - POUR LES JEUNES
19 h 20 - MARQUET
19 h 55 - FLASH JOURNAL
20 h 30 - MONSIEUR BARNETT
21 h 30 - LES GRANDES HEURES DE NOTRE VIE : LA MORT
23 h 30 - JOURNAL et fin

DIMANCHE 2 NOVEMBRE

TF 1
13 h 00 - JOURNAL
13 h 20 - CONCERT
14 h 05 - LES RENDEZ-VOUS DU DIMANCHE
15 h 45 - DIRECT À LA UNE
17 h 20 - LES AVENTURES DE NICK CARTER
19 h 20 - LES FAUCHEURS DE MARGUERITES
19 h 45 - JOURNAL
20 h 30 - LE GENTLEMAN D'EPSOM
21 h 50 - LA LEÇON DE MUSIQUE
22 h 40 - JOURNAL et fin

A 2
15 h 50 - HEC RAMSEY
16 h 35 - VIVRE LIBRE
17 h 30 - PIÈCES A CONVICTION
18 h 30 - SPORTS SUR L'A 2
19 h 20 - SYSTÈME 2
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - SYSTÈME 2 (suite)
21 h 40 - LES NOUVELLES AVENTURES DE VIDOCQ
22 h 35 - IL SERA UNE FOIS L'AQUITAINE
22 h 25 - JOURNAL et fin

FR 3
19 h 00 - LA CLOCHE TIBÉTAINE
19 h 55 - SPÉCIAL SPORTS
20 h 05 - LES SECRETS DE LA MER ROUGE
20 h 30 - NANCY 1975
22 h 00 - JOURNAL et fin

Dimanche soir, à 21 h 40, «VIDOCQ» est rediffusé, depuis peu, sur la deuxième chaîne. Des deux périodes de sa vie, laquelle a été choisie ? Celle où il détroussait les bourgeois, ou celle où la police l'avait engagé pour sa connaissance du milieu ? La deuxième, bien sûr ! L'heure n'est pas d'être moqué de la police.

tirer profit de l'enfance

JEUNESSE - SPORTS - LOISIRS, c'est ainsi que l'on annonce le 28^e Salon de l'Enfance, que ce soit à la radio, par voie d'affiches ou à la télévision.

«Ma grand-mère m'a amené, parce que mes parents travaillent...» répond un enfant que nous interrogeons. Sa grand-mère prend les billets, elle nous rejoint. «Ils sont en vacances, alors cela leur fait une sortie, vous savez à la Courneuve, ils n'ont rien...». Le métro déverse des dizaines d'autres gosses qui sont venus seuls ou en groupe avec leurs instituteurs, qui ont organisé spécialement le voyage depuis la banlieue. Un accompagnateur d'un de ces groupes nous dira au cours de la visite : «Ce soir, pour eux, ce sera vite oublié, ils en parleront aux parents et puis ce sera tout.» Il est certain que lorsqu'on les interroge, ils répondent le plus souvent : «Oui, c'est pas mal, mais enfin ça va bien 5 minutes...».

«On vous attend aux stands de l'armée, on vous accueillera à celui de la police, et de la gendarmerie ; les CRS peuvent vous faire escalader la montagne artificielle, grimper à l'échelle des Sapeurs-Pompiers de Paris...» Voilà comment les hauts-parleurs qui inondent les 40 000 mètres carrés d'expositions, nous ont accueillis.

Entre deux interventions contre les travailleurs en lutte, les CRS et les autres corps de police sont venus «distraire». En même temps que se déroulent les opérations coup de poing, ils prennent leur plus beau sourire pour expliquer leur «beau métier» aux enfants. Leur intention est double ; tout d'abord il s'agit de faire en sorte que les enfants n'échappent pas à la campagne qui consiste à habituer tout le monde à la présence policière, et ensuite en faire les porte-

paroles auprès des parents d'une image que la réalité dément. Alors, pour arriver à cela, tous les moyens sont bons : des distributions de prospectus, qui vantent les bienfaits de la police aux concours du meilleur pilote, en passant par l'escalade d'une paroi artificielle avec l'aide des CRS du secours en montagne. L'armée n'est pas en reste ; elle occupe un étage à elle toute seule ; la plupart des corps sont représentés. A l'aviation, on passe un montage sur la vie saine des pilotes de chasse ; les questionnaires destinés à former ces petits se succèdent...

Bref, cette armée qu'on a envoyée contre les peuples, on la glorifie, par le biais de la technique. Les parachutistes, bien connus pour leur «efficacité» contre le peuple algérien, font simuler des sauts aux enfants. Haby, dont le ministère patronne le salon, signe à cette occasion sa conception de l'«éducation» !

Des jeux gratuits dans ce salon, il n'y en a pas. «Aux stands des marques, d'abord il faut faire la queue une heure si l'on veut que les gosses aient tout de même participé à un jeu, et puis quand c'est fini, on se jette sur vous pour que vous achetiez tel album, ou tel autre produit...» nous disait une retraitée veuve avec sa petite fille.

En effet, se juxtaposent au centre du CNIT plus de deux cents stands. La station des Deux-Alpes propose des semaines de ski ; Gestetner, ses machines à photocopier ; leur animation consiste à donner des... auto-collants !

Tout au long des allées, nous sommes agressés par un déluge de harangues publicitaires : Coca-Cola, Bitter Lemon, PIF, le chocolat Poulain, TIM, le lait Lactel.

Volé l'essentiel des marques qui occupent le plus de place. Ceinturant tout cela, des restaurateurs ont posé des comptoirs où le sandwich se paye 5 francs. Tout est basé sur la recherche du profit, la course à l'argent. Le comité directeur du salon ne manque pas de souffle, lorsqu'il le qualifie de «manifestation culturelle» !

Un stand que l'on peut voir au 3^e étage est un modèle du genre : un jeu de fléchettes pour attirer les enfants, et une grande pancarte - Institut du Magnoc-Sur de grands panneaux suivent des appels à consommer du manioc tous azimuts. Des prospectus qui donnent l'origine et le but de l'«Institut», expliquent ces recommandations diététiques. Pourquoi faut-il manger du manioc ? Tout simplement parce que c'est un produit qui est facile à obtenir : il faut dire que le fondateur de l'Institut, déclaré sans but lucratif, est le PDG de la Compagnie Générale de Madagascar !

On se doute comment, ce PDG doit s'y prendre !...

De ce salon, la bourgeoisie en escompte beaucoup. Pour elle, il ne s'agit pas d'amuser les gosses mais bien de profiter de leur soif de distractions pour en tirer profit, tant sur le plan financier à court terme, qu'à plus long terme, sur le plan idéologique. Ce qu'en pense l'Humanité ? «*eh bien, le Salon de l'Enfance, ce n'est pas si mal que ça, peut-être pas aussi bien que l'année dernière, mais dans l'ensemble satisfaisant...*». Il faut dire que les révisonnistes ont des intérêts dans l'affaire, (ce sont eux qui financent le journal PIF !). Alors laissons cette enfant interviewée par Europe 1 leur répondre : «Non, ça n'est pas bien, il n'y a que des publicités, ça ne m'intéresse pas...»

Claude VILLARD

L'INSPECTEUR MÈNE L'ENQUÊTE : DE L'INTOXICATION POLICIERE I

Un vrai commissaire de police qui fournit un dossier aux téléspectateurs pour qu'ils s'entraînent, voilà la dernière trouvaille de TF 1. La série s'intitule «L'inspecteur mène l'enquête» ; la fréquence des émissions doit varier entre deux ou trois semaines. Jeudi soir, le coup d'envoi a été donné à 20 h 30.

Il s'agit d'un jeu qui doit, en principe, «éveiller le sens de la devinette». Au beau milieu de la campagne anti-jeune, de celle qui s'empare des prises d'otages pour appeler au renforcement des forces de répression, l'émission est d'une naïveté grossière. Un téléspectateur est placé au bureau d'un commissaire de police ; on lui met des inspecteurs sous ses ordres et il doit téléguider les opérations nécessaires à la bonne marche de l'enquête. Pour gagner, il lui faut trouver un coupable. Éveiller le sens de la devinette, en l'occurrence, c'est éveiller les masses à la logique policière, aux ficelles du «métier». Preuve en est des conseils qui, tout au long des recherches, sont prodigués au «concurrent». Là où l'émission prend tout son sens, c'est lorsque les téléspectateurs sont aimablement invités à collaborer en faisant part eux aussi de leurs conseils. C'est clair, la conception de la police en jeu inclut une participation active de la population ! «L'inspecteur mène l'enquête» est une mise en scène des espoirs de Poniowski ! Instaurer une mobilisation active de notre part dans ses campagnes, c'est ce qu'il demande depuis déjà plusieurs mois ! Le moyen d'attirer le maximum de personnes vers ces vues en démonstration de la basse police, comme cela est en effet d'usage aux États Unis, une prime est offerte à celui qui donnera le plus vite le coupable ; la somme n'est pas symbolique : 500 F !

Avant-hier soir, l'«énigme» portait sur une affaire de bandes de gangsters. A quand des «énigmes» consacrées à ce que les juristes appellent la «délinquance» révolutionnaire ? La bourgeoisie vient de franchir un pas dans les moyens qu'elle met en œuvre pour tenter de nous faire appuyer la répression sans cesse accrue qu'elle nous fait subir. À l'heure où les CRS s'attaquent à des camarades en lutte, sa nouvelle trouvaille télévisée est une preuve de ses difficultés à faire passer ses explications.

feuilleton

memoires et aventures d'un prolétaire

de Norbert Truquin

Résumé :

Norbert, ouvrier-tisseur à Lyon, est un des délégués que les tisserands ont élus pour négocier avec les patrons un tarif minimum pour leur travail.

La crainte de déplaire à messieurs les fabricants (car il en coûtait cher quelquefois), fit que plusieurs délégués ne reparurent plus à la réunion. Nous ne restâmes plus que cinq ; il y en avait un parmi nous qui s'abstenait de prendre la parole, mais qui rapportait aux fabricants toutes nos discussions.

Nous nous rendîmes à la Chambre des Syndicats pour discuter nos tarifs avec les négociants. Ceux-ci enfourchaient le dada de la concurrence étrangère. «Si nous acceptons votre augmentation, disaient-ils, il faudra que nous vendions les étoffes en conséquence.»

Nous ne pouvions plus nous entendre ; je voyais que quelques-uns de mes collègues allaient fléchir. A la troisième réunion, je demandai la parole pour défendre nos intérêts généraux.

«Sans faire allusion à personne, dis-je, il y a des fabricants qui

paient des articles 1,10 francs le mètre. En voyant que les chefs d'ateliers acceptaient ce prix sans rien dire, les fabricants abaissèrent successivement le même article à un franc, à 90 centimes, puis à 80 centimes.»

Un fabricant nommé Couder s'écria qu'on l'insultait. C'était précisément mon fabricant et l'article réduit était le mien, mais je n'étais pas le seul dans le même cas.

«On nous parle de la concurrence étrangère, continuai-je, c'est une erreur. On paie à Zurich aux ouvriers des fabriques, plus qu'ici aux chefs d'ateliers ; il en est de même en Angleterre ; les fabricants dans ces deux pays ont à supporter des frais de fabrication et d'outillage qui ne pèsent pas sur nos fabricants lyonnais, et les ouvriers, dans ces deux pays, travaillent moins d'heures que nous.»

«Indépendamment de cela, il y a une question locale à laquelle il faut songer ; on vante beaucoup la supériorité de la fabrication lyonnaise, mais si l'on n'augmente pas les salaires, nous risquons fort de perdre cette supériorité. Le chef d'atelier qui n'arrive déjà presque plus à nourrir sa famille ne pourra bientôt

plus avoir d'apprentis parce qu'il n'en aura plus les moyens ; de plus, tout homme qui se nourrit mal perd son intelligence et l'intelligence est plus nécessaire que jamais pour soutenir notre prépondérance.»

Il existe un autre moyen de résister à la concurrence étrangère. Que messieurs les fabricants, possesseurs de propriétés et de mines de charbon, diminuent le prix des loyers et celui du charbon, et que l'on supprime tout impôt sur les comestibles.

«Voilà qui serait bien préférable pour nous. Toutes les choses indispensables à l'existence ont doublé de valeur depuis vingt ans ; il faut donc doubler les salaires pour rétablir l'équilibre. Vous voyez donc messieurs, que notre proposition d'augmentation est très modérée.»

L'augmentation fut, en effet, acceptée par la majorité des fabricants, telle que nous la demandions.

Le fabricant qui s'était cru insulté, s'enquit, auprès du rapporteur, du nom de l'auteur du discours. Il prit mon nom et me supprima l'ouvrage.

(A suivre)

PORTUGAL : SOARES MENACE

Dans la soirée de mercredi, les locaux du journal «O Seculo» ont été occupés par des éléments qui en contestent la domination par le parti révisionniste. Cette action, où la liste B du syndicat des journalistes (victorieuse aux élections syndicales) semble avoir joué un certain rôle, est à distinguer du processus général de «reprise en mains» engagé par le gouvernement portugais. De nombreux journalistes avaient en effet été licenciés lors de la prise en mains d'O Seculo par le PCP.

Cependant, des manifestations se déroulaient en même temps, à Porto et dans le centre du pays, contre la «remise en ordre». Ces derniers jours, plusieurs mesures ont en effet été prises par le sixième gouvernement provisoire :

- d'une part, la démobilisation de plusieurs milliers de soldats : il s'agit pour la bourgeoisie d'en finir avec les unités qui, depuis le 25 avril, se sont progressivement politisées au point que, dans la dernière période, les soldats, prenant le pas sur les officiers, en sont venus à contester massivement le pouvoir social-démocrate.

- d'autre part, le refus d'appliquer l'accord passé avec le général Fabiao, chef d'état-major de l'armée de terre, concernant le CICAP (régiment progressiste de Porto dont la dissolution par le chef d'état-major de région Pires Veloso, avait donné lieu à une mobilisation massive des soldats dans le Nord).

Cette dernière attitude du pouvoir est à l'origine de la manifestation de Porto, mercredi soir, où les commissions de travailleurs et d'habitants avaient cependant mobilisés avec plus de succès que les comités de soldats. Une Assemblée Générale des délégués des casernes était prévue hier soir devant l'Académie Militaire à Lisbonne.

Ces mesures gouvernementales, et la riposte populaire qu'elles provoquent, sont à distinguer du processus qui se poursuit par ailleurs, de recolonisation de l'appareil d'état par le parti socialiste, aux dépens de l'ancien occupant, le PCP. Les

événements qui se sont produits à l'extrême sud, dans l'Algarve, où le gouverneur civil, membre du «Mouvement Populaire Démocratique» (proche du PCP) a été destitué au profit d'un nouveau gouverneur socialiste, se rattachent à ce deuxième type de problèmes. Tandis que le PCP et le «Front Uni Révolutionnaire» occupaient la préfecture, une manifestation d'éléments des partis du parti socialiste et son allié réactionnaire, le «parti populaire démocratique», est venue les déloger.

Quant au fond, la récente déclaration de Mario Soares, illustre parfaitement la situation

politique actuelle au Portugal. Le leader du PS a en effet affirmé que son parti était «prêt, si nécessaire, à réagir de manière violente contre les actions illégales entreprises par des groupes minoritaires si les autorités militaires n'intervenaient pas». Cet appel à la violence est la fuite en avant d'un parti qui n'a pas réussi «à froid» sa tentative de stabilisation de l'ordre bourgeois, et qui envisage maintenant de la tenter «à chaud». A ce jeu, la bourgeoisie portugaise et l'impérialisme US pourraient bien trouver plus à droite, et jusque chez les fascistes, des instruments plus efficaces que la social-démocratie.

ESPAGNE : le pantin sur le trône ?

Franco est mort (ou peu s'en faut).

Juan Carlos est-il roi ? C'est ce qu'on ne savait pas encore exactement hier soir : des informations contradictoires venaient d'Espagne sur une réunion du gouvernement qu'il devait (ou non) présider ce matin.

Et, au dernier moment, alors qu'il était question de cette passation de pouvoir, on se demandait encore si elle était définitive ou provisoire. Tant les différentes cliques, phalangistes, vaticanistes, opus dei, «ultra» et «libéraux», tous plus fascistes les uns que les autres, s'entredéchiraient pour la succession.

Des jours durant, on aura mobilisés les techniques les plus modernes de la médecine pour maintenir en vie artificielle, celui-là même dont le nom signifiait la mort pour les peuples d'Espagne. Dans le seul but de permettre aux «héritiers» de régler leurs différends.

Juan Carlos de Bourbon, roi d'Espagne ? Voilà une expression au goût amer, dans la bouche des masses populaires qui, en 1931, se soulevaient pour abattre la monarchie, pour instaurer la République, assassinée huit ans plus tard par les fascistes européens coalisés. Doublement amer, car le nouveau roi, s'il est, a été investi, voici quelques années, par le moribond du Pardo, le bourreau Franco, après avoir prêté serment aux principes fascistes.

S'il est roi, souhaitons-lui un règne court. Sachons que les peuples d'Espagne, après ces semaines d'attente, vont maintenant à nouveau occuper le devant de la scène, reprendre le flambeau des grandes luttes engagées depuis des années, se lancer à l'assaut pour déboulonner celui qu'on appelle là-bas, dans les quartiers populaires, «el pelee», le pantin.

LIBAN : les masses pour l'unité

AU LIBAN

Les manifestations de masse continuent pour exiger l'arrêt des combats. Lundi, une manifestation de femmes s'était déroulée à Baalbeck (dans le Bekaa). Les femmes de Baalbeck ont attaqué le parti des phalanges en lui faisant porter la responsabilité des événements ; elles ont aussi attaqué l'accord Egypto-sioniste en le qualifiant de complot américain visant la Résistance Palestinienne.

Une autre manifestation s'est déroulée à Beyrouth, dans le quartier de Hamra, en même temps les combats s'intensifiaient dans un quartier proche.

En effet, sur le Front Clément-Kantari, les phalanges ont

occupé l'hôpital. Pour empêcher que les forces patriotes ne viennent emmener deux de leurs camarades, morts, ils ont jeté des cocktails-molotov pour les brûler.

Les canons de l'armée sont intervenus contre les forces patriotes.

L'armée est même intervenue pour permettre à un franc-tireur phalangiste de quitter la région. Les forces patriotes ont pu mettre la main sur des armes des phalangistes dont les fusils M-16 (américains) utilisés par les franc-tireurs.

PALESTINE OCCUPEE

Une explosion s'est produite près de l'hôtel «Yab» à Jérusa-

lem qui a conduit à la destruction partielle de plusieurs magasins et plusieurs personnes ont été blessées. Cette explosion est due à la présence d'un paquet de dynamite dans une voiture. Les sionistes ont aussitôt arrêté 15 à 20 personnes arabes. La Révolution Palestinienne a revendiqué cette opération plus deux autres opérations à Jérusalem : une explosion à l'entrée de l'immeuble du Centre de Tourisme et une autre dans un restaurant.

A cette occasion, Wafa, agence de presse de l'OLP a déclaré «malgré tous les complots qui se succèdent contre la Révolution Palestinienne, de l'accord du sinit aux événements du Liban, nous poursuivrons toujours notre lutte contre notre ennemi principal.»

SAHARA OCCIDENTAL : le Front Polisario "notre peuple est déterminé à combattre"

Omar, responsable du Front Polisario, a accordé au Quotidien du Peuple, une interview, dont nous publions les extraits suivants :

(...) Nous pensons que le problème fondamental se présente de la façon suivante :

1°) Celui qui oppose le peuple du Sahara à l'Espagne et dont l'ONU a délimité les possibles solutions qui concernent ceux qui ont le dernier mot à dire, c'est-à-dire :

- le peuple sahraoui
- l'Espagne puissante occupante

Celui qui oppose le peuple du Sahara à deux pays voisins qui le revendiquent à partir de là, on ne peut pas parler de problèmes entre l'Espagne et le Maroc, car ce n'est pas à notre patrie qu'ils en veulent. Le Maroc veut l'allier la puissance colonisatrice pour combattre notre peuple (...).

Le Front Polisario a pris les armes contre l'occupation coloniale quand notre peuple a acquis la conviction que seule, la lutte armée pouvait lui permettre de recouvrer sa patrie. Le peuple Sahraoui est pacifique or nous voyons que d'autres préparent l'invasion de notre pays, le génocide, la liquidation de notre peuple, la lutte nous est donc imposée aussi, notre peuple est-il déterminé à combattre quiconque porte ou portera atteinte à notre intégrité territoriale et s'in-



Manifestation pour l'indépendance et contre l'annexion

gère dans nos affaires intérieures. Tout dernièrement les cadres politiques et militaires du F. Polisario se sont réunis pour évaluer la situation ; ils ont déclaré la situation de guerre contre le Maroc. Pour la Mauritanie, une lettre a été envoyée au gouvernement Mauritanien l'invitant à cesser de saboter l'indépendance du peuple de Sahara qui a contribué largement à l'indépendance de certains peuples de la région. Le peuple Saharoui veut vivre en bonne intelligence avec tous les peuples de la région mais constate avec regret que certains gouvernements imposent cette situation de guerre.

Le roi du Maroc a pensé faire marcher les marocains avant qu'ils ne marchent sur son trône. Hassan II veut réaliser plusieurs objectifs, duper le peuple marocain, l'utiliser pour écraser la volonté de son frère, le peuple sahraoui, créer une atmosphère de suspense à l'ONU espérant arracher un nouveau retard dans le processus de décolonisation et faire pression sur l'Espagne dans la conjoncture politique difficile que vit en ce moment ce pays.

- l'objectif de la marche verte ou de la conquête, c'est une nouvelle colonisation (ruée vers l'or noir, le phosphate...)

- tenter d'écraser la volonté de notre peuple à son émancipation réelle, la première victoire en serait le peuple et le mouvement patriotique sahraoui, la deuxième victoire, les forces démocratiques marocaines dont il n'aura plus besoin plus tard et qui écrasera ; la troisième victoire, le mouvement démocratique mauritanien car la Mauritanie serait alors à sa portée et enfin, l'encercllement de l'Algérie, le Maroc prétendrait alors être le gendarme de la région.

La base de notre front, c'est la classe ouvrière de la mine de Boucraa, et les cantonniers qui ont presque tous rejoint le Front, plusieurs centaines de postes militaires entiers ont également rejoint le front et même l'Assemblée fantôme a reconnu le Polisario comme seul représentant du Peuple Saharoui.

Nous appelons les forces révolutionnaires et progressistes à soutenir le peuple sahraoui.

Contre la visée hégémonique du régime d'Hassan II, gendarme de l'impérialisme dans la région, bourreau de son peuple, en disant la vérité sur les complots qui visent à l'élimination de notre peuple.

VIVE L'INTERNATIONALISME PROLÉTAIRE !
LES PEUPLES DU MONDE VAINCRONT !

chine, usa, urss :

3 bombes, 2 significations

A quelques jours d'intervalle, la République Populaire de Chine, les USA et l'URSS viennent de procéder à des expériences nucléaires. Ces explosions n'ont pas la même signification.

Qui prend l'engagement solennel, à chaque expérience, de ne jamais utiliser le premier l'arme nucléaire ? La Chine le fait. Les Etats Unis, comme l'URSS, s'y sont toujours refusés. Qui propose la destruction totale et définitive des arsenaux atomiques ? La Chine. L'URSS et les USA ont toujours refusé d'engager la discussion sur ce terrain.

Qui, au contraire, a multiplié les traités, les conférences, les pressions, en vue d'empêcher les autres pays de se procurer la bombe atomique, afin de conserver le monopole de cette arme, et de pouvoir ainsi exercer son chantage ? L'URSS et les USA.

La bombe soviétique et la bombe américaine sont bien des instruments d'agression et d'asservissement des peuples. La bombe chinoise est bien une arme de défense contre le chantage des deux super-grands.